



Iranian Presidency/Anadolu via Getty Images

## Capitulation devant l'Iran

- Stephen Flurry
- [18/06/2026](#)

Le président Trump a signé le 17 juin son accord avec l'Iran, un mémorandum d'entente en 14 points visant à mettre fin au conflit qui dure depuis quatre mois. Le président iranien Masoud Pezeshkian a signé l'accord séparément à Téhéran.

La Maison Blanche qualifie cet accord de triomphe. En réalité, c'est une capitulation.

Considérez ce qui est concédé :

- L'Iran conserve le contrôle de la navigation dans le détroit d'Ormuz.
- Le programme de missiles balistiques de l'Iran se poursuit sans entrave.
- Les États-Unis s'engagent à lever toutes les sanctions. Les avoirs iraniens gelés, qui s'élèvent à plus de 100 milliards de dollars, sont débloqués.
- Le financement des mandataires terroristes se poursuit sans restriction.
- Le Hezbollah subsiste, intact, indépendamment de ce qu'il inflige aux citoyens israéliens dans le nord.
- Les États-Unis et leurs partenaires régionaux s'engagent à financer un fonds de « reconstruction » de 300 milliards de dollars — au profit du même régime qui a lancé des missiles sur des cibles américaines et israéliennes.

Entre-temps, le seul véritable engagement de l'Iran est de réaffirmer, une fois de plus, qu'il ne veut pas d'arme nucléaire. Il s'agit de la même assurance qu'il avait donnée en 2015, dans le cadre de l'accord d'Obama que mon père avait qualifié de « pire erreur de politique étrangère de l'histoire américaine » ; le même accord que Trump avait qualifié de « pire accord jamais négocié » et de « désastre », et dont il s'était retiré dès son entrée en fonction.

- Le président Trump a décrit les nouveaux dirigeants iraniens de la manière suivante : « Nous avons affaire à des personnes que je considère comme très rationnelles. [...] Ils ne sont pas radicalisés. »

Une fois de plus, les États-Unis arrachent la défaite des griffes de la victoire.

- Lorsque Trump a entamé son second mandat, Israël était sur le point d'en finir avec le Hamas [Les États-Unis l'ont](#)

[empêché.](#)

- Israël a fait des progrès contre le Hezbollah. Les États-Unis empêchent cela aussi.
- Maintenant, l'Iran lui-même – affaibli, vulnérable, et dont les forces armées seraient dévastées – se voit offrir une bouée de sauvetage.

« Trump a choisi ce moment, alors que le régime iranien s'affaiblissait de jour en jour, pour éliminer la pression en levant le blocus américain des navires iraniens. »

— Melanie Phillips

Pourquoi cela continue-t-il de se produire ? En raison d'une illusion au cœur de la politique étrangère occidentale : la croyance que tout conflit peut être résolu par la négociation, peu importe qui est assis en face de vous à la table ou ce qu'il a juré de vous faire.

- Le vice-président J.D. Vance a défendu l'accord en attaquant ses détracteurs, les accusant d'exiger une « reddition inconditionnelle » irréaliste et une guerre sans fin. Mais la reddition inconditionnelle était l'objectif déclaré au début de ce conflit. Maintenant, Trump et Vance capitulent et qualifient cela de paix.

La Bible a un nom pour ce type d'accord. En parlant des accords de paix que les nations tenteraient de conclure avec l'État hébreu au temps de la fin, Dieu dit dans Jérémie 30 : 12-13 : « Ta blessure est grave, ta plaie est douloureuse. Nul ne défend ta cause, pour bander ta plaie ; tu n'as ni remède, ni moyen de guérison. »

- Une paix négociée avec un ennemi qui n'a fait aucune concession quant à sa volonté de vous détruire n'est pas un pacte de paix. C'est une plaie.
- C'est le symptôme de quelque chose de bien plus profond : la maladie spirituelle décrite dans Lévitique 26 et Deutéronome 28, où Dieu avertit qu'une nation qui l'abandonne perdra sa force face à ses ennemis.

Les États-Unis ont capitulé devant le principal commanditaire du terrorisme dans le monde. Ils permettent désormais au régime de continuer à fonctionner, lui donnant ainsi la possibilité d'exercer un contrôle accru sur les approvisionnements mondiaux en pétrole par rapport à la situation d'avant la guerre, et lui versent 300 milliards de dollars pour qu'il se retire.

« **Gallant Boar 2026** » : La Pologne, la Lituanie et la France mènent des exercices militaires du 16 au 26 juin, auxquels participent environ 10 000 militaires. Les exercices se concentreront sur la défense du corridor de Suwałki en Pologne, une zone de 65 km de large, limitrophe de la Lituanie, qui sépare l'exclave russe fortement militarisée de Kaliningrad de son allié proche, le Belarus. En cas de conflit entre la Russie et l'OTAN, cette étroite bande de terre deviendra probablement un champ de bataille clé.

**La Finlande autorise les armes nucléaires** : Les parlementaires finlandais ont voté le 17 juin la levée d'une interdiction qui refusait aux alliés la possibilité de stationner des armes nucléaires sur le territoire finlandais. « Les armes ne seraient autorisées sur le territoire finlandais que pour défendre le pays ou pour permettre les opérations de défense et la coopération de l'OTAN », a déclaré le ministre de la Défense, Antti Hakkanen. Cette décision intervient alors que la France a signé des accords pour défendre d'autres alliés de l'OTAN avec son [arsenal nucléaire](#).

**La Russie et l'Iran vont intégrer leurs systèmes bancaires** : La Russie et l'Iran prévoient de relier entièrement leurs réseaux de paiement bancaire d'ici deux mois, a annoncé mardi le gouverneur de la banque centrale iranienne lors d'une visite à Moscou. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un effort plus large visant à réduire la dépendance au dollar américain et à protéger leurs économies des sanctions occidentales. Bien qu'elle ne détrônera pas le dollar à elle seule, cette intégration représente une nouvelle fissure dans les fondements du système financier mondial centré sur le dollar, qui a soutenu la puissance américaine pendant des décennies.

**Un nouveau rapport sur les gangs de violeurs musulmans** publié par le député britannique Rupert Lowe a mis en lumière l'une des vagues de criminalité les plus odieuses du Royaume-Uni. Le rapport met en lumière un véritable problème que les politiciens refusent d'aborder, bien que les lacunes de ses recherches leur permettront de l'ignorer plus facilement. Le rapport indique que 250 000 jeunes filles blanches ont été agressées par ces gangs, mais il n'apporte que peu de preuves pour étayer un chiffre aussi scandaleusement élevé. Les notes de bas de page renvoient souvent à de petits blogs et conduisent à une recherche infructueuse de sources originales. Mais il s'agit en fait d'un symptôme du même problème : les services gouvernementaux et les grandes organisations de presse disposent de plus de ressources pour produire un rapport plus complet, mais refusent depuis des années d'en élaborer un. L'adoption par le Royaume-Uni de la migration de masse et du multiculturalisme a causé d'énormes destructions que les autorités refusent d'examiner.